
Le 24-04-2016

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Le 25 avril 2016

Un parti de nouvelle génération vient de naître. Armé d'un programme de gouvernement unique en France, le parti de la démondialisation (Pardem) vise à libérer la France du système de la mondialisation néolibérale,

à reconquérir la souveraineté nationale pour mettre en œuvre des politiques de justice sociale et de coopération internationale, au cœur desquelles se situe le plein emploi. Ses animateurs, sans être des professionnels de la politique, ne sont pas des amateurs. Le Pardem sera présent à la Présidentielle et aux Législatives.

Oui, un nouveau parti politique vient de naître. Il porte le courant d'idées démondialisateur qui existe dans la société et n'est représenté par aucun parti politique. Il puise ses origines dans le non exprimé par près de 55% des Français, en 2005, au Traité constitutionnel européen (1) et dans le refus du coup d'Etat parlementaire qu'a constituée l'adoption du Traité de Lisbonne en 2008. Le Parti de la démondialisation (Pardem) est le prolongement politique de ce mouvement de contestation de la tutelle de l'Union européenne sur la Nation. Plus largement, et comme son nom l'indique, le Parti de la démondialisation vise à libérer la France de l'emprise des institutions supranationales mises en place pour imposer le néolibéralisme, à rétablir la souveraineté nationale pour mettre en œuvre la justice sociale et une coopération internationale fondée sur l'équilibre des échanges commerciaux.

Vaste programme, direz-vous ! Oui. Justement, le Parti de la démondialisation a construit un programme de gouvernement, précis, détaillé, opérationnel. Oui, le Parti de la démondialisation déclare la mondialisation néolibérale ennemie publique n°1 des peuples. Est-il utile d'en démontrer les raisons dans le détail ? Certainement, compte tenu de la cécité du monde politique existant qui semble ignorer les conditions de vie réelle de la majorité des Français.

L'argumentaire que le Parti de la démondialisation a bâti sera expliqué, défendu, au fil des mois, mis en débat dans la société. Est-il nécessaire de rappeler les dégâts économiques, sociaux et démocratiques que le libre-échange mondialisé engendre ? Ne serait-ce pas faire offense aux lecteurs de ce communiqué de

devoir leur remettre en mémoire les faits qui ont marqué ces dernières années et ont condamné à une austérité mortifère les peuples d'Espagne, du Portugal, d'Italie, de Grèce notamment, et dont les Français sont aujourd'hui sérieusement menacés ?

Faut-il mettre l'accent sur la dette publique qui croît inexorablement sous l'effet de la monnaie unique, de l'impossibilité pour les Etats d'emprunter ailleurs que sur les marchés financiers et de la main mise sur la politique monétaire par la Banque centrale européenne dont l'unique but est de servir les intérêts de la finance et des entreprises multinationales ? BCE, Union européenne et gouvernements tuent l'emploi, activent la machine de guerre du chômage pour étouffer toute possibilité de progrès sociaux, abandonnant les citoyens, fonctionnaires, salariés du privé, agents publics, retraités, jeunes, artisans, petits paysans, commerçants et petits entrepreneurs à leur sort, sans perspective d'avenir.

Faut-il aussi mettre les projecteurs sur l'affaire « Panama Papers » qui a remis au devant de la scène les pratiques continues des paradis fiscaux ? Les commentateurs s'offusquent. Larmes de crocodiles ou naïveté incurable puisque la liberté de mouvement des capitaux, l'existence même des paradis fiscaux, « l'optimisation fiscale », font partie du système de la mondialisation néolibérale dont l'Union européenne est un agent majeur ? Sans action radicale pour sortir de ce système, un prochain « scandale » recouvrira le précédent d'une chape de plomb puisque visiblement, selon les « réalistes triomphants », il n'y aurait pas d'alternative.

Oui, un nouveau parti politique est né en ces temps où les partis sont décriés, où les électeurs font la grève des urnes, où les « initiatives citoyennes » deviennent l'alpha et l'oméga de la démocratie. L'affaiblissement des Etats réjouit tous ceux qui rêvent d'un Etat réduit aux fonctions régaliennes, qui prônent la dérégulation, le libre-échange, qui agissent depuis plus de trente ans pour le dépérissement des services publics, la réduction du coût du travail, pour l'éclatement de l'Etat nation au profit de l'euro-régionalisation... L'affaiblissement du rôle des partis politiques fait jubiler tous ceux qui agissent pour ringardiser l'action collective, valoriser l'individualisme, abolir toutes les protections sociales, défaire la notion même de souveraineté du peuple. Or, sans parti politique pour porter les revendications et les colères populaires aucun changement politique n'est possible. L'histoire le démontre.

Oui un nouveau parti politique est né alors que fleurissent primaires de droite, de gauche ou « citoyenne », au cœur même d'une nouvelle étape de démolition des repères classiques quand le clivage gauche-droite semblait avoir un sens. Tout a volé en éclat et les Français l'ont compris. Gauche et droite se rejoignent sur une seule ligne : il n'y a pas d'avenir hors de la mondialisation néolibérale, hors de l'Union européenne, hors de l'euro. L'idéologie post nationale, brillamment orchestrée par les classes dirigeantes, est devenue hégémonique. Le jeu de dupe du bipartisme en connivence avec le Front national réduit la démocratie à peau de chagrin.

Alors oui, un parti politique de nouvelle génération est né pour redonner une chance aux Français de faire entendre leur voix, au-delà de la rue et des places. Ses créateurs ne sont ni des professionnels de la politique ni des amateurs illuminés. Ils s'organisent et appellent tous ceux qui veulent à la fois s'extirper des griffes supranationales et ne rien céder aux xénophobes, aux nationalistes, à occuper le terrain politique et retrouver le chemin des urnes. Ni mondialisation néolibérale, ni Front national.

Le parti de la démondialisation présentera des candidats aux élections de 2017 : à la présidentielle et aux législatives. Seul contre tous ? Sans doute contre tous les partis existants. Mais sûrement avec les citoyens appartenant aux classes dominées privées de représentation politique.

(1) *LES DIRIGEANTS DU PARTI DE LA DEMONDIALISATION*

Le président du Parti de la démondialisation, Jacques Nikonoff, fut président de l'association Attac France de 2002 à 2006. La vice-présidente du Parti de la démondialisation, Michèle Dessenne, fut secrétaire générale d'Attac durant la même période. Ils ont été parmi les principaux acteurs de la victoire au TCE en 2005.

Découvrez tous les membres de la direction du Parti de la démondialisation :

<http://www.pardem.org/le-parti/la-direction-du-parti>

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire